

luera de catastrophe en catastrophe si le prolétariat ne comprend que c'est lui avec son programme seul qui pourra construire la nouvelle société.

Les deux termes : Etat et démocratie, s'opposent radicalement entre eux. En effet, les prémisses historiques qui rendent nécessaire la construction d'un Etat annulent toute possibilité d'un fonctionnement démocratique et, inversement, un mécanisme démocratique ne peut être actionné qu'en cas où n'existe pas d'Etat. Nous ne prenons évidemment pas ici la signification étymologique ou historique de ces deux formulations, mais la valeur que ces deux expressions ont fini par recevoir actuellement. On entend, par la formulation : « Etat démocratique » la construction et la vie d'un Etat qui serait soumis aux suggestions et aux volontés de la majorité des électeurs. Mais cette conception déformée de la réalité ne fait que refléter la confusion existante dans le mouvement communiste, car il est impossible d'établir une liaison entre un organisme : l'Etat, qui se base — et a pour but — la coercition, et un mécanisme de son fonctionnement s'inspirant d'un critère opposé, à savoir, exprimer la volonté des assujettis aux organes étatiques. En ramenant le problème à ses fondements, nous comprendrons aussi pourquoi cette notion contradictoire d'Etat démocratique a été le produit des situations, car il est erroné de croire que la critique marxiste se borne à y voir une simple machination trompeuse inventée dans le but de masquer la domination de la classe ennemie.

Sur le terrain de l'évolution productive, nous assistons, dans chaque période historique, à une croissance de l'emprise de l'homme sur les forces de la nature qui a pour effet une extension parallèle des minorités pouvant bénéficier de la progression constante des forces et de la masse de la production. Les frontières délimitant la zone de la classe exploiteuse et maîtresse, s'élargissent toujours jusqu'à comprendre un nombre plus élevé de participants au butin économique, mais ces frontières restent fermées à une modification progressive de la base de la société, en sa nouvelle forme supérieure, et c'est uniquement la violence révolutionnaire qui pourra déterminer un changement dans l'organisation sociale. La

caste, des sociétés esclavagistes, sera moins nombreuse que les stratifications sociales composant les monarchies du moyen-âge et ces dernières seront remplacées par la nouvelle classe capitaliste, constituée par le nombre accru des éléments qui peuvent disposer des moyens de production devenus de plus en plus accessibles aux individualités économiques. Mais l'évolution productive et sa marche extensive, entraînant une progression constante de l'homme qui trouve, dans le développement économique, les prémisses pour passer de l'état de simple assujetti aux forces de la nature, à la phase supérieure de « producteur », est contrecarrée par un autre cours qui laisse une seule minorité à la tête de la société. En effet, la masse des produits n'étant pas assez vaste pour que tous les composants de la société puissent en bénéficier d'une part suffisante pour satisfaire leurs besoins, la minorité sera donc celle qui contrôlera les moyens de production.

Les conceptions libérales et démocratiques peuvent donc s'appuyer sur la progression des moyens de production pour justifier une évolution continue qui apporterait inévitablement une suppression des inégalités sociales. Seulement puisque leur démonstration a pour but de prouver le bien fondé d'une organisation sociale donnée, au lieu de considérer — comme le fait la théorie marxiste — que le centre moteur de l'évolution historique se trouve justement dans le développement de la technique de production, elle aboutira à un déplacement du problème qui cherchera à prouver que les situations obéissent à d'autres lois et dépendent surtout de la perméabilité des organismes étatiques représentés d'électeurs. Car si l'on se basait sur l'évolution productive, il faudrait ouvertement affirmer que l'on n'assiste pas à une succession ininterrompue d'organisations sociales s'ouvrant aux masses, et au terme de laquelle se trouverait enfin la suppression des inégalités sociales. Par contre, il faudrait admettre que la seule succession qui puisse se vérifier est celle des classes au pouvoir, et que si une progression existe elle consiste uniquement dans le fait que le privilège peut contenir un nombre supérieur d'exploiteurs, alors qu'en correspondance, sous l'effet de la loi de la reproduction humaine, s'élargit aussi — et

sur la base d'un rythme beaucoup plus intense — le nombre d'exploités ne pouvant atteindre la qualité et la position sociale du producteur. Si les théories libérales et démocratiques peuvent trouver un semblant de justification historique, c'est parce qu'une **progression existe dans la technique de la production**. Mais la reconnaissance de ce critère, pour la compréhension des événements conduirait directement à annuler la justification de la société capitaliste non plus érigée en dogme immuable, fonction de la volonté de ses composants, mais simplement dépendant d'un certain degré de développement des forces de production et du privilège qui y correspond.

Dans sa signification courante nous assistons donc à une marche que nous pourrions appeler de « démocratisation », mais elle se borne uniquement et exclusivement à la zone comprenant les exploités et n'entame en rien la base de toutes les sociétés fondées sur la division en classes antagoniques.

Mais même cette extension numérique des classes exploiteuses, ne signifie pas qu'en leur sein le mécanisme démocratique déterminera la hiérarchie économique et politique et que le consentement des membres de la classe établira l'échelle des différentes formations dirigeantes. Tout comme, pour l'ensemble de la société, au sein de la classe exploiteuse c'est en définitive la position occupée par rapport au mécanisme productif qui fera que le plus fort façonnera, suivant ses intérêts, le cadre de l'organisation sociale. Le mécanisme démocratique n'aura de valeur qu'uniquement dans un sens formel : toutes les individualités de la société pourront accéder à une certaine puissance économique, mais alors il faut acquérir les positions concrètes permettant l'ascension et cela n'est évidemment possible qu'à la condition de détenir les leviers de commande indispensables. L'organisation sociale n'étant pas une simple hiérarchie militaire, mais un processus vivant et continu devant chercher le stimulant à son fonctionnement dans un horizon économique, il est indispensable de présenter une perspective de position supérieure à atteindre pour faire épanouir la vie de la société dans son ensemble. Aussi le mécanisme démocratique n'est pas un simple masque du privilège social, mais représente un ressort

pouvant mettre en branle tout l'édifice social. Il n'a d'autre fonction que celle de déterminer une vision d'amélioration possible parmi les membres de la société : le mouvement réel étant commandé par la hiérarchie des positions détenues dans le mécanisme productif.

L'Etat démocratique se présente donc comme composé organiquement de deux éléments, dont l'un — l'essentiel — est représenté par un instrument de coercition, l'autre — le procédé de son fonctionnement — fait entrevoir aux composants de la société et de la classe la possibilité d'atteindre un stade supérieur sans toutefois leur donner les conditions réelles pour y arriver.

\*\*

En dehors des temps modernes que l'on présente en général comme étant l'ère de l'Etat démocratique, nous trouvons surtout ce dernier en Grèce, particulièrement à Athènes, et, au Moyen-Âge, dans la République Florentine. Mais dans les deux cas, nous voyons clairement que ces Etats démocratiques se fondent sur la séparation brutale et l'exclusion légale d'une partie des classes composant la société de ces époques. En effet, à Athènes, seuls les hommes libres sont considérés citoyens et la démocratie fonctionne sur la base de l'exploitation éhontée des esclaves. A Florence, la république est établie sur la base du bannissement des arts considérés inférieurs, de toutes les fonctions sociales. Ces derniers sont d'ailleurs la base de la procréation du surtravail permettant l'exploitation des classes maîtresses de la République. Dans les deux cas nous assistons à la construction d'une cloison étanche fermant les frontières de la classe dirigeante à laquelle n'auront aucune possibilité d'accès les éléments des autres classes opprimées. C'est ce qui fera dire à Hegel que la république grecque fut établie sur le principe de « la liberté d'un seul » voulant indiquer ainsi qu'aucune possibilité n'existait pour les esclaves de briser les chaînes qui les condamnaient à vivre comme des bêtes de somme. Dans la République Florentine, la nature de cet Etat démocratique apparaît si clairement que les couches de travailleurs de l'époque se dirigent vers l'appui à la monarchie des Médicis, pour se libérer de l'oppression des couches maîtresses de la République.